

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Antinucléaires-russes-les-nouveaux-ennemis-d-Etat>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°70 > **Antinucléaires russes : les nouveaux ennemis d'État**

15 novembre 2016

Antinucléaires russes : les nouveaux ennemis d'État

Agir contre le nucléaire n'implique pas les mêmes conséquences selon le pays où l'on réside. En France, depuis l'instauration de l'état d'urgence, les mesures d'exception ont été largement étendues aux militant-e-s écologistes, et plusieurs antinucléaires font l'objet d'une "fiche S". Certaines actions non-violentes, en particulier contre le centre d'enfouissement CIGÉO, ont été réprimées, notamment avec des gardes à vue abusives [1]

En Russie, les antinucléaires sont confronté-e-s à une répression de plus en plus vicieuse qui bafoue leurs droits fondamentaux.

En Russie, le contexte n'a jamais été aussi défavorable aux mouvements sociaux depuis la chute de l'Union Soviétique. Les ONG font face à un véritable retour en arrière. Depuis 2012, une loi sur les "agents de l'étranger" muselle toute forme de contestation et rend la lutte pour les droits humains et l'environnement particulièrement difficile, voire impossible. D'où vient cette loi et qu'a-t-elle changé dans la vie des militant-e-s ? Ça veut dire quoi être antinucléaire dans la Russie d'aujourd'hui ?

Agent de l'étranger : de quoi parle-t-on ?

Depuis l'entrée en fonction de Vladimir Poutine, au début des années 2000, nombreuses sont les ONG de défense des libertés, notamment d'expression, à avoir tiré la sonnette d'alarme. À l'époque, les journalistes d'opposition étaient particulièrement dans le viseur du Kremlin. Mais depuis quelques années, l'attention se focalise sur les militant-e-s pour les droits humains et les écologistes. L'oeil de Moscou est braqué sur la société civile.

Il faut dire que le président de la fédération de Russie, bien décidé à imposer sa vision de la société et de la politique, ne tolère aucune contestation. Car pour que son projet aboutisse, il ne peut laisser personne se mettre en travers de sa route. C'est là que le processus législatif entre en jeu.



Vladimir Sliviak militait déjà contre le nucléaire avant la chute de l'URSS en 1989. L'ONG EcoDefense dont il est le porte-parole est désormais classée "agent de l'étranger" et persécutée comme telle.

Le texte sur les agents de l'étranger a été présenté fin juin 2012 par Russie unie, le parti de Vladimir Poutine, et mis en urgence à l'ordre du jour du parlement. La Douma (chambre basse) et le Conseil de la Fédération (chambre haute) adopteront ce texte le 13 juillet de la même année. Cette loi implique que les ONG qui reçoivent des financements de l'étranger s'enregistrent en tant qu'agent de l'étranger, sous peine de recevoir une amende allant jusqu'à 25 000 euros et d'être condamné à quatre ans de prison. De même, toutes les publications diffusées par ces ONG devront comporter l'indication "agent de l'étranger". Sont aussi comprises dans la loi les associations qui poursuivent "un objectif politique", qui est "d'influencer la prise de décision des institutions afin de modifier la politique de l'État", indique le ministère de la justice russe sur son site. De plus, ces dernières ne doivent avoir aucun contact avec les établissements scolaires.

La terminologie "agent de l'étranger" recouvre donc à peu près tout ce que font les ONG de la société civile... Un outil imparable pour briser toute forme de lutte.

Mais comment faire pour démolir une contestation sans dégrader l'image d'un gouvernement ? Que la population soit derrière ce gouvernement... Et comment faire pour que la population soit derrière le gouvernement ? Nous allons voir que tout est une question de mots.

Pour beaucoup, la première fois que l'on entend la terminologie "agent de l'étranger", on ne peut s'empêcher d'imaginer un film d'espionnage datant de la guerre froide. C'est effectivement ce que veut faire ressentir le gouvernement russe. Nous ne sommes plus dans le monde binaire qui a suivi la seconde guerre mondiale, pourtant, les codes n'ont pas changé tant que ça. Être "agent de l'étranger", c'est être l'ennemi, l'espion, celui qui nous veut du mal. Être "agent de l'étranger", c'est un acte de trahison.

Être "agent de l'étranger" assure aux associations une certaine médiatisation, mais attention, pas pour parler de leurs luttes et de leurs actions ; plutôt de comment elles conspirent contre leur propre pays. Cette médiatisation s'accompagne généralement d'une campagne de mensonges et de

calomnies. Tout cela dans l'optique de mettre à terre financièrement les associations, et de les neutraliser en retournant l'opinion publique contre elles. Dans la liste des ONG considérées comme "agents de l'étranger", on retrouve des associations militant pour les droits humains, pour le droit à l'information, pour la défense des populations indigènes, les mouvements LGBT, anti-corruption, écologistes... Et bien évidemment des associations antinucléaires.

Comment cette loi a-t-elle transformé la lutte antinucléaire en Russie ?

La Russie est la quatrième puissance nucléaire du monde pour la production d'électricité, et la Russie détient aussi l'arme nucléaire.

En juin 2011, trois mois après l'accident de Fukushima, le journal Le Monde publiait un article où l'on découvrait que : "depuis l'accident de Fukushima, les rapports sur des complications survenues dans des centrales nucléaires se multiplient partout dans le monde. Le dernier en date, et non des moins alarmants, est une étude confidentielle sur l'état du parc nucléaire russe, présentée en secret au président Dmitri Medvedev par Rosatom, l'agence russe du nucléaire, le 9 juin, et divulguée par l'ONG norvégienne Bellona. Dans ce document de conclusion des stress tests effectués suite au tsunami japonais, l'agence nucléaire recense 31 failles sérieuses en termes de sécurité, du fait de déficiences de contrôle, d'entretien et de réparation, prouvant l'extrême vulnérabilité des onze centrales du pays en cas de catastrophe naturelle." [2]

Une situation bien connue des antinucléaires russes qui dénoncent depuis des années un parc vétuste. Les réacteurs ont été construits, pour beaucoup, dans des zones sismiques, certaines centrales commencent à s'affaïsser, et plus les années passent, plus l'éventualité d'un accident se rapproche. La gestion des déchets radioactifs aussi est un problème majeur : le stockage d'une grande partie des déchets issus de l'industrie civile et militaire se fait à ciel ouvert. Certains déchets sont directement immergés dans des lacs, contaminant dangereusement l'environnement. Un traitement des déchets digne de la mafia. Un bien sombre tableau. Mais un tableau largement méconnu de la population.

Vladimir Sliviak, porte-parole d'Eco Defense

L'ONG Eco Defense milite depuis le début des années 1990 pour la protection de l'environnement, la lutte contre le changement climatique et contre le nucléaire. Son porte parole, Vladimir Sliviak nous a fait part, lors d'un passage à Paris fin 2015 pour la COP 21, de son témoignage. Depuis plus de 20 ans, il est engagé dans Eco Defense, qui s'intéresse particulièrement à l'importation et au stockage illégal de déchets radioactifs en Russie. L'ONG Eco Defense a été la première ONG environnementale à figurer sur la liste des "agents de l'étranger", en juillet 2014. "Le gouvernement est très répressif envers la société civile ces derniers temps : Poutine essaye de couper-court à toute volonté des ONG qui tenteraient d'influencer le processus de décision. Donc évidemment nous sommes dans le viseur, car nous ce que nous voulons c'est influencer le gouvernement pour qu'il prenne des décisions de protection de l'environnement et qu'il s'engage dans une sortie du nucléaire."

Dès le départ, Vladimir et ses collègues ont décidé de ne pas suivre les règles et d'opter pour la désobéissance civile. Autrement dit, les membres d'Eco Defense devraient à chaque interview, dans chaque document, se présenter comme étant "agents de l'étranger". Mais ils ne le font pas. Presque tous les mois, le gouvernement ouvre donc un nouveau procès à leur encontre. Quinze affaires ont déjà été lancées contre Eco Defense, l'instruction de chaque affaire dure environ un an et demi, et est particulièrement chronophage pour les militant-e-s d'Eco Defense. Une manière de les détourner de la lutte ?

Les moyens d'action d'Eco Defense, avant qu'elle soit catégorisée "agent de l'étranger", passaient par l'organisation de manifestations et d'actions non-violentes. L'ONG avait également recours au lobbying, par exemple pour demander aux banques de ne pas investir dans certains projets.

Aujourd'hui, tout cela est devenu impossible.

Depuis que l'ONG a réussi en 2013 à faire échouer le projet de centrale nucléaire à Kaliningrad, la réponse du gouvernement à leurs actions c'est : "toujours plus de répression et de procès". Il devient de plus en plus difficile d'agir. Aujourd'hui, manifester c'est se faire arrêter. "Nombre de nos activités ont été gelées depuis l'instauration de la loi sur les agents de l'étranger. Les risques sont très lourds : les procès peuvent aboutir à des sanctions financières, et jusqu'à la prison pour les dirigeants.

Eco Defense tente de survivre. Pour le moment l'ONG n'a pas fermé ses portes, mais si les poursuites continuent, cela sera de plus en plus difficile de résister. "Nous tentons de poursuivre la lutte, non sans difficulté."

Nadejda Koutepova, fondatrice de The Planet of Hope



La grand-mère de Nadejda Koutepova, Nadejda Koslova, a été ingénieure chimiste à Mayak à partir de 1949, et liquidatrice de la catastrophe de 1957. Elle est décédée d'un cancer du système lymphatique en 1965, à l'âge de 56 ans. Le père de Koutepova, Lev Gayev, a 19 ans lorsqu'il est mobilisé comme liquidateur en 1957 ; il décède d'un cancer des intestins en 1985, à l'âge de 47 ans, après deux ans d'agonie.

Depuis la mi-2015, Nadejda Koutepova, militante antinucléaire russe de l'ONG "The planet of hope" vit en France. Elle a quitté la Russie, car sa vie d' "agent de l'étranger" n'était plus une vie.

Originaire de Mayak, à 70 km au nord de Tcheliabinsk, Nadejda a grandi dans la zone la plus radioactive du monde. Le complexe nucléaire de Mayak a été construit par l'Union Soviétique à la fin de la seconde Guerre Mondiale afin de se doter de la bombe nucléaire. En 1957 a lieu une première catastrophe : suite à une avarie du système de refroidissement des déchets, une explosion se produit et libère deux millions de curies dans l'environnement. 200 personnes décèdent, 10 000 sont évacuées et 470 000 sont exposées aux radiations. Pourtant, le gouvernement n'a jamais parlé de cet accident, classé niveau 6 sur l'échelle INES, mais aussi classé... secret défense. Ce n'est qu'en 1976 qu'un scientifique russe dissident émigré en Angleterre, Jaures Medvedev, révèle pour la première fois la catastrophe au public. L'establishment nucléaire international tente d'abord de discréditer son témoignage, bien embêtant pour la promotion du nucléaire civil...

"Ma grand mère était physicienne nucléaire et travaillait à Mayak pour créer du plutonium pour la bombe atomique. Mon père a été liquidateur de la catastrophe de 1957. Tous deux sont morts d'un

cancer radio-induit."

Comprenant les dangers qu'encourt toujours la population qui vit dans cette région contaminée au plutonim, connaissant les effets de la radioactivité sur la santé, Nadejda décide de fonder l'ONG The Planet of Hope afin d'informer la population, pour la reconnaissance et l'indemnisation des victimes et de leurs familles.



Nadejda Koutepova intervient en tant qu'avocate pour défendre les droits des victimes du nucléaire russe et ceux des habitant-e-s des "villes fermées" du complexe nucléaire. Elle a ainsi soutenu Svetlana, dont la fille Regina est morte à l'âge de 6 ans d'un cancer du foie.

Mais à la mi-2015 tout bascule, The Planet of Hope est considérée comme "agent de l'étranger" à cause de ses activités politiques. Sont incriminées quatre publications où Nadejda parle de l'impossibilité pour les victimes de se défendre suite à une catastrophe nucléaire. Peu après l'annonce de cette mise sous le régime des agents de l'étranger, un documentaire est diffusé sur la chaîne de télévision gouvernementale : il dénonce Nadejda et son ONG comme travaillant dans l'espionnage industriel pour le compte d'autres pays. Son visage est montré à l'écran, ainsi que la photo de sa maison. C'est à ce moment là que Nadejda comprend qu'elle doit partir. "Être accusée d'espionnage industriel, c'est très sérieux."



Dans son village près de la rivière Techa qui charrie des eaux contaminées par la radioactivité de l'accident de Mayak, Kavil Batirshin (ici avec son épouse Minfiza) souffre d'un gonflement des ganglions lymphatiques, dû à une maladie radio-induite

Nadejda choisit la France pour demander l'asile avec trois de ses enfants. Les démarches ont été longues et difficiles, mais elle a pu compter sur des associations comme Amnesty International et Russie Liberté. Le 4 avril dernier, Nadejda a enfin obtenu le statut de réfugiée politique. À ce sujet, elle nous dit : "oui ma vie est compliquée, mais c'est toujours mieux que d'être arrêtée en Russie."

À l'occasion des 30 ans de la catastrophe de Tchernobyl, Nadejda a participé à une tournée en Bretagne et en région parisienne, elle a été accueillie par de nombreux groupes antinucléaires qui lui ont permis de témoigner et ainsi continuer son combat.

Mélisande Seyzériat

Notes

[1] Alors que le Sénat allait se prononcer mardi 17 mai pour la proposition de loi Longuet donnant le feu vert à l'enfouissement des déchets nucléaires les plus radioactifs à Bure, huit personnes ont été placées en garde-à-vue dimanche soir 15 mai après une action non-violente de contestation. Au cours de cette garde-à-vue qui a duré 20 heures, elles ont dû supporter d'inacceptables réflexions et comportements de la part de policiers. Lire www.sortirdunucleaire.org/spip.php?page=article_dossier&id_article=47243.

[2] Audrey Garric, Situation alarmante dans les centrales nucléaires russes, Le Monde, 22 juin 2011